

LA CORSE

ET SES DÉTRACTEURS

LA CORSE
ET
SES DÉTRACTEURS
PAR
G.-P. BORGHETTI

BASTIA
DE L'IMPRIMERIE OLLAGNIER

—
1870

DÉDICACE

O Corse, ô ma Patrie, à toi, la pauvre déshéritée, à toi, l'éternelle calomniée, ces quelques pages.

Accepte-les, comme le gage certain de mon amour inaltérable.

Dictées par un sentiment de profonde indignation, contre tes détracteurs, elles sont la revendication d'un droit méconnu, elles sont l'accomplissement d'un devoir sacré.

II

O terre du soleil, Dieu se plaisait à écrire sur ton front : *Génie et malheur*, et tu as toujours marché à travers les siècles avec ce cachet indélébile de ta mystérieuse origine.

Tu étais destinée à être grande dans l'histoire ;

Tu étais condamnée à être malheureuse dans l'existence de tes enfants.

VI

Grandis, grandis donc toujours, ô ma noble Patrie, mais n'ose jamais aspirer au bonheur, puisque Dieu a voulu te priver de ce bienfait.

III

Ta grandeur est celle qui appartient à l'héroïsme vertueux ;
Tes misères sont celles dont souffrent les classes déshéritées,
Tu as toujours été héroïque ;
Tu as toujours été déshéritée.

Subis donc sans fléchir ta double destinée, mais rappelle-toi, qu'il n'y a de véritable grandeur que dans la liberté, qu'il n'y a de misère plus grande que vivre dans l'esclavage.

La liberté, c'est l'aigle planant à volonté dans l'espace infini ;
L'esclavage, c'est le reptile rampant dans la fange des bas-fonds.
Ce sont tes longues luttes pour la liberté qui t'ont fait grande ;
Ce sont les entraves de l'esclavage qui t'ont fait misérable.

Que tes regards soient toujours tournés vers les brillants sommets où siège la Liberté ;

Que tes efforts soient toujours dirigés vers l'arène où se brisent les chaînes de l'esclavage.

IV

Séparée de tous les continents, tu t'élèves majestueuse et belle au milieu des solitudes de la mer, comme la verte oasis, dans l'immensité des déserts de sable.

VII

Tes pieds de granit se perdent dans les abîmes des flots ;
Ta tête sereine, effleure l'azur du firmament étoilé.

V

Tu es l'île fantastique qui charme mélancoliquement les regards
du nautonnier qui te trouve sur son passage, quand la mer est calme
et sereine ;

Tu es son abri providentiel, aux jours où la tempête rugit et
tourbillonne à ses pieds.

VI

Patrie des géants, que t'importent les outrages qu'une haine
aveugle et insensée déchaîne sur ton front ?

La morsure des pygmées ne peut pas même s'élever à la hauteur
de ton mépris.

Laisse passer cette bave immonde qui s'épanche à tes pieds, elle
est la preuve certaine que tu n'es pas un lieu obscur, une terre
ordinaire.

La renommée t'a pris sur ses grandes ailes, et ton nom est
trionphalement répété dans les régions les plus reculées de notre
planète.

La tourbe abjecte de tes calomniateurs s'éteindra dans les ténèbres
les plus profondes ; le souvenir de tes gloires vivra autant que la mer
qui t'entourne, autant que l'éblouissant soleil qui t'éclaire.

VIII

L'éclatante auréole qui brille sur ton front te consolera toujours de tes habits en lambeaux, de ta couronne d'épines.

O Corse, ô ma Patrie, à toi, la pauvre déshéritée, à toi, l'éternelle calomniée, ces quelques pages.

LA CORSE

ET SES DÉTRACTEURS

I

Toucher à l'histoire contemporaine, c'est remuer la lave du volcan. Impossible, en se heurtant à des personnalités, de ne pas éveiller leurs susceptibilités, exciter leurs passions, déranger leurs calculs, froisser leur amour-propre. L'écrivain devra-t-il s'arrêter pour cela ? Non, si ses écrits ont pour but la revendication d'un droit ou l'accomplissement d'un devoir.

Vittorio Alfieri écrivait dans sa propre biographie : « Je suis noble, et en le déclarant ce n'est pas pour tirer vanité de cette qualité, mais c'est plutôt, qu'en disant de la noblesse tout le mal qu'elle mérite, on ne puisse pas me jeter à la face que je le fais parce que je ne suis pas noble. » A l'imitation du grand tragédien

de l'Italie, nous déclarons franchement que notre principe politique c'est la liberté absolue qui ne reconnaît d'autres limites ni d'autre frein que les lois indispensables à la défense de la société mise en possession de tous ses droits politiques et de toutes ses franchises. Et si nous nous trouvons dans l'obligation de blâmer les actes et le langage de certains soi-disant républicains, nous voulons qu'on ne puisse pas nous objecter que nous agissons ainsi par esprit de parti, et que c'est un procès de tendances que nous leur faisons. D'ailleurs, pour nous, les hommes ne sont rien et les principes sont tout. Nous avons trop à cœur l'émancipation des peuples et la chute de toutes les tyrannies, pour ne pas combattre ceux qui compromettent cette sainte cause, sous le prétexte de la servir. A nos yeux, l'habit ne fait pas le moine, et le masque n'a jamais été le visage.

Les insultes, aussi grossières qu'insensées, que certains journalistes pamphlétaires se plaisent tous les jours à lancer contre la Corse, nous imposent l'obligation de les refuter ; obligation que nous considérons comme sacrée.

A aucune époque de notre histoire, les Corses n'ont jamais laissé insulter impunément leur pays. A moins d'avouer notre propre *dégénérescence* et notre abâtardissement, il nous faut, sans perte de temps, relever le gant et repousser, avec toute l'énergie de notre âme indignée, les outrages qu'on nous adresse, et qui ne sont enfantés que par l'accouplement hideux et grotesque de l'orgueil et de la folie.

D'ailleurs, cette tâche, pour nous n'est pas nouvelle. Déjà nous écrivions dans l'*Aigle Corse* du 15 février 1867, cette page que nous nous plaisons à reproduire, car elle répond parfaitement aux besoins de la cause que nous défendons aujourd'hui.

II

« Depuis que la Corse, définitivement conquise par la France, fut déclarée partie intégrante de son territoire, on avait lieu de penser qu'il ne lui restait plus qu'à cicatriser, en toute tranquillité, ses vieilles plaies et à chercher les moyens d'améliorer ses conditions. Mais il n'en fût point ainsi. Après les blessures du sabre, celles de la plume ; après les ravages, la calomnie.

» Nous avons compris les motifs de toutes les infamies débitées par les chroniqueurs Génois contre la Corse, pendant nos longues luttes avec la Sérénissime République ; car la revendication de nos droits était pour eux la rébellion contre leur gouvernement et l'affaiblissement de leur patrie. Mais nous n' avons jamais pu trouver une raison plausible à ce système de dénigrement adopté contre notre pays, par une foule d'écrivains Français qui ont cru devoir s'occuper de ses conditions.

» Cette malveillance ne s'est pas manifestée seule-

ment chez les écrivains sans mission ; ce qui est bien plus regrettable encore, c'est qu'on la trouve également chez des hommes venus en Corse revêtus d'un caractère officiel important. Cependant nous ne sachons pas que nos compatriotes du continent aient jamais eu à se plaindre des habitants de la Corse.

» Les voyageurs qui nous ont honoré de leur visite, nous pouvons le dire hardiment, ont rencontré partout cette loyale cordialité et cette franche hospitalité, devenues proverbiales dans notre pays depuis les temps les plus reculés ; et les fonctionnaires publics ont pu constater que les Corses n'ont jamais manqué de leur prodiguer le respect et la considération qui leur étaient dus.

» Mais les détracteurs de la Corse sont-ils au moins de bonne foi dans leur attaques ? Nous n'hésitons pas à répondre : — Non !

» La première condition pour un écrivain consciencieux est de bien étudier les matières dont il veut entretenir le public : or, on n'a qu'à jeter les yeux sur la plupart des imprimés qui s'occupent des affaires de la Corse, pour constater, à son égard, l'ignorance profonde de ceux qui les ont écrits. Qui donc a voulu se donner la peine de vérifier les faits ? Qui avait intérêt à le faire ? A beau mentir qui vient de loin, dit le proverbe, et les menteurs, crus sur parole, ont égaré l'opinion publique. Les fonctionnaires qui se sont faits les calomniateurs d'un pays qu'ils avaient pour mission d'améliorer, étaient plus à même d'en connaître le caractère et les vertus, et de les apprécier à leur juste valeur ; les calculs intéressés et la voix de

l'ambition ont dû étouffer le cri de leur conscience et ternir l'éclat de la vérité. Cependant, laissons le développement de notre pensée à ces nobles paroles, que le général Brenier de Montmorand prononçait à la chambre des députés, le 25 septembre 1830. « On a toujours méconnu le caractère des habitants de la Corse, ou pour mieux dire, on ne s'est jamais donné la peine de chercher à le connaître ; les administrateurs, comme les employés militaires, y arrivaient avec des préventions qu'il[s] ne cherchaient même pas à détruire, en se donnant la peine de voir et d'apprécier : et comme ils considéraient leur séjour en Corse, ou comme un échelon, ou comme un noviciat forcé, ou quelquefois même comme un exil, ils croyaient qu'il était de mode pour eux de condamner en masse toute la Corse, ainsi que ses habitants, de même qu'autrefois Sénèque se permit de la juger du haut de la tour où il était enfermé. »

» A ce tableau qui peint si bien les fonctionnaires de l'époque, dont l'honorable orateur a parlé, nous ajouterons sinon avec autant d'autorité, du moins avec la même vérité, un coup de pinceau pour le compléter.

» Contrairement aux fonctionnaires qui calomniaient le pays pour en sortir au plus tôt, il y avait ceux qui employaient les mêmes moyens pour y prolonger leur séjour. Aussitôt que la mer les avait déposés sur notre sol, ils considéraient la Corse comme un pachalik qu'il était bon d'exploiter à leur profit, et se mettaient immédiatement à travailler avec ardeur auprès de ceux qui les avaient envoyés, pour le faire mettre hors

la loi et en obtenir le gouvernement avec des pouvoirs illimités.

» Les choses ont-elles changé depuis ? Nous ne le pensons pas. S'il nous était permis de fouiller dans les archives des différents ministères, nous y trouverions, à n'en pas douter, les preuves irrécusables de ce que nous avançons.

» Les Corses ont toujours aimé la France d'un amour passionné, même avant d'avoir été associés à ses hautes destinées. On n'osera pas contester cette assertion, car, au besoin, les faits seraient là pour en démontrer toute la véracité. Se sachant donc irréprochables envers elle, ils ont plein droit de se plaindre.

» Nous ne sommes pas ici pour récriminer et pour offenser qui que ce soit ; mais nous ne pouvons pas nous empêcher de faire observer qu'en nous accusant de férocité, de barbarie, on a complètement oublié que lorsque toute l'Europe dormait d'un sommeil léthargique, sur ses lourdes chaînes, et que la France se traînait [sic] à genoux devant l'oreiller des débauches de Louis XV, la Corse, par des luttes de géants, avait conquis son indépendance et sa liberté.

» La France révolutionnaire devrait se rappeler surtout, qu'un peuple qui participe en masse à la vie publique, qui élit par le suffrage ses magistrats et ses chefs, qui donne les exemples les plus lumineux de toutes les grandes vertus civiques, qui, pour posséder des institutions démocratiques, s'impose les sacrifices les plus pénibles ; un peuple qui après tant d'événements divers, tant de changements politiques, tant de gouvernements contradictoires, tant de per-

sonnalités éminentes, issues de ces entrailles, tant de gloires éclatantes qui ont rayonné sur ses horizons, a su conserver un culte plus que filial envers le grand homme qui fut le précurseur de Wasingthon [sic] et l'émule de Lycurgue, ce peuple-là, qu'on le sache bien, ne peut être ni féroce ni barbare.

» Ces hommes inconsiderés qui nous injurient sans raison, ne devraient pas oublier non plus que, dans toutes les phases calamiteuses que nos pères ont dû traverser, jamais ils n'ont applaudi ceux qui venaient les dépouiller et les asservir ; jamais, ils ne les ont appelés leurs libérateurs et leurs amis ; jamais, à aucune époque de notre histoire, les femmes Corses ne sont accourues au-devant des soldats de l'invasion, en agitant leurs mouchoirs blancs, en signe d'allégresse publique ; jamais aucun poète n'a été en droit de leur adresser des injures comme celles-ci :

J'ai vu, jeunes Français, ignobles libertines,
Nos femmes, belles d'impudeur,
Aux regards d'un cosaque étaler leurs poitrines
Et s'ennivrer de son odeur.

AUGUSTE BARBIER.

» Mais jetons un voile épais sur cette époque calamiteuse, que, pour l'honneur et la gloire de la France, il sera toujours bon de ne pas rappeler.

» Tous ces folliculaires, ces pamphlétaires, ces libelistes, ces voyageurs, ces prétendus peintres de mœurs, tous ceux enfin qui ont pris pour devise la diffamation et la calomnie, qui paraissaient devoir être désintéressés dans tout ce qui nous regarde, où se sont-ils

inspirés pour se déchaîner contre la Corse comme ils l'ont fait ? Ce n'est pas dans les livres de J.-J. Rousseau ; car l'immortel écrivain disait en parlant des Corses : « J'aime ces fiers insulaires.— Il y a de l'étoffe dans ces caractères-la : ils savent défendre leur liberté et mourir. » Nous passons le reste.

» Pourquoi ne pas continuer à rendre à la Corse cette même justice qui lui fut rendue par les immortels constituants de 89 ? En associant la destinée de la Corse à celle de la France, aux mêmes conditions, est-ce qu'ils agissaient par caprice et par aveuglement ? Non.

» Mais ces hommes qui remplaçaient le despotisme par la liberté, ne pouvaient pas laisser en arrière un peuple qui les avait devancés dans leurs sublimes aspirations. Ces hommes se trouvèrent humiliés pour la France qui avait lancé ses armées au-delà des mers pour détruire en notre île les institutions démocratiques que notre grand Paoli y avait fondées avec tant de sagesse et de succès. Déclarer la Corse partie intégrante de la France, c'était pour ces grands législateurs philosophes, effacer la tâche immonde que le despotisme français avait imprimé sur le front de la Corse libre ; c'était déchirer le contrat ignominieux que Louis XV avait signé avec la République de Gênes ; c'était repousser toute solidarité avec les actes de la France esclave ; c'était enfin la dédommager de tout ce qu'elle avait souffert dans l'anéantissement de ses droits et la perte de sa nationalité. Et il n'y eut pas dans cette mémorable assemblée un seul Michel Chevalier qui osa élever la voix pour

avertir la nation qu'elle *faisait une piètre affaire*.

» Le décret fut rendu, et la Corse a montré qu'elle était digne de ce bienfait.

» Mais après ce grand acte national, nos compatriotes du continent n'avaient-ils pas une mission noble et digne à remplir envers la Corse ? Au lieu de la calomnier, ne devaient-ils pas l'étudier dans son passé, dans toutes les époques de son histoire, dans ses traditions, dans les causes qui avaient produit ses malheurs et sa gloire, et apprendre au monde, qui ne la connaissait que par les diatribes des écrivains Génois, à mieux la comprendre et à l'apprécier ?

» Il est impossible que l'on puisse jamais s'imaginer combien la Corse est ignorée par l'universalité des habitants de la France. Les pays les moins explorés, les régions les plus lointaines ne sauraient l'être davantage. Et ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que tout le monde en parle, et croit la connaître parfaitement. Chacun a dans la tête une Corse idéale enfantée par les rapports exagérés ou menteurs des fonctionnaires publics ; par les récits fantastiques de quelques voyageurs plus soucieux de produire de l'effet sur l'imagination de leurs lecteurs, que de les éclairer sur l'histoire d'un pays qu'ils ne connaissent pas ; par les boutades de quelques sombres touristes, qui n'ont cherché en Corse que quelques histoires de bandits et les grottes qu'ils ont habitées ; par les contes de quelques romanciers, qui ont créé des aventures et des types d'hommes qui n'ont jamais existé ; par la lecture de quelques procès de Cour d'assises, dans la *Gazette des Tribunaux*, ou par d'autres moyens qui

n'ont rien de commun avec la Corse et ses habitants. Que l'on ne s'imagine pas que ce soit le peuple seulement qui nous ignore complètement : les hommes les plus éclairés et qui se sont trouvés en position d'en avoir une idée plus exacte, partagent à notre égard, les mêmes préventions, les mêmes préjugés, la même ignorance. »

III

Lorsque nous avons publié notre *Étude sur la Corse*, d'où nous avons extrait les lignes qui précèdent, nous ne pensions pas qu'il fût venu un temps où il y aurait récrudescence de calomnies et d'outrages contre notre pays. Mais l'audace dans la diffamation, la rage dans l'insulte, n'ont jamais été aussi grandes qu'à l'époque actuelle. C'est un déchaînement aussi injuste que révoltant, c'est la haine aveugle et furibonde, c'est la passion délirante, c'est quelque chose qui n'a pas de nom.

Déjà en 1855, M. Felix Pyat, avait commencé à prêcher, contre la Corse, cette croisade que l'on se plaît à continuer aujourd'hui avec tant d'ardeur.

Dans une lettre adressée à la reine d'Angleterre, il disait en termes très-énergiques, que si jamais le système politique de la France venait à être changé, le nouveau gouvernement ne devrait pas

hésiter à se débarrasser de la Corse, en la cédant à l'Italie.

Ce serait, comme on le voit bien, renouveler le trafic infâme qui fut pratiqué entre la République de Gênes et le gouvernement ignominieux de Louis XV.

C'est ainsi que, M. Félix Pyat, comprend le dogme de la fraternité et le droit des peuples.

Aussi nous fûmes péniblement affecté en lisant dans le journal *le Rappel*, du 5 octobre, l'étrange télégramme que voici :

« Saluer cordialement, avec enthousiasme, le courageux
» publiciste, le chef de la commune révolutionnaire, l'irréconciliable,
» le modèle, le grand citoyen, Félix Pyat. »

Ce télégramme, écrit au nom des socialistes de Bastia, portait la signature de de M. l'avocat Louis Tommasi.

C'est ainsi que des habitants de Bastia avaient senti l'affront infligé à notre pays ; c'est ainsi qu'ils relevaient le front pour le repousser.

Ce fait, unique dans son genre, mérite bien de trouver une place dans nos annales.

Aujourd'hui, le journal *la Cloche* nous dit :

« Ah ! assez de cette Corse !
» Campagnes chères et tristes !
» Cœur de mon pays, comprendrez-vous enfin ?
» Comprenez-vous, que si nous sommes affaissés, languissants,
» honteux, aplatis, dégradés, sans

» animation et sans caractère, dépourvus de vie sociale, sans
» battements, à vendre ! Si le ventre grandit et domine ; si les appetits
» matériels seuls demeurent et si le cœur atrophié oublie ses
» fonctions génératrices de l'être, c'est qu'il est enlacé dans cette
» étreinte CORSE qui, durant des lustres, l'a griffée dans ses serres
» sauvages. »

Si le style c'est l'homme, on peut se faire une idée de ce que peut être celui qui a écrit ces lignes. C'est un hydrophobe qui, dans sa haine contre la Corse, calomnie la France entière, comme si elle était faite à son image. Mais si ce qu'il dit est vrai, qu'a-t-elle à y faire la Corse ?

« Si les Français sont affaissés, languissants, honteux dégradés, »
» dépourvus de vie sociale, sans battements, à vendre, etc., etc., »
est-ce la Corse avec ses 250,000 âmes qui pu réduire à cette extrémité la France avec ses 38 millions d'habitants ?

O grand logicien de *la Cloche* n'y a-t-il donc plus de petites maisons dans votre pays ?

Nous lisons dans *la Réforme* :

« Il faut en finir avec les brigands Corses, qui depuis un siècle »
» bientôt ravagent la France, après s'être élevés par l'assassinat, ne »
» peuvent se soutenir que par l'assassinat. »

Ne dirait-on pas, d'après ce journal, que les rôles sont tout à fait invertis, et que c'est la Corse qui en 1768 envoyait sa grande armée pour conquérir la

France, et que la bataille du 9 mai 1769 n'eut pas lieu sur les bords du Golo, mais bien sur ceux de la Seine ? Ne dirait-on pas encore que ce n'est pas la France qui a étouffé la nation Corse, détruit son indépendance, usurpé ses droits, enchaîné sa liberté, mais que c'est la Corse qui a fait tout cela contre la France.

Mais, nous dit-on, le crime impardonnable, qui vaut à la Corse tout ce débordement de haines, c'est que la Corse a enfanté les Bonaparte.

Certes, nous n'avons pas pour mission de défendre les Bonaparte ; c'est à la grande cohorte de ceux qu'ils paient qu'incombe cette tâche. Mais nous nous devons à notre pays, qui ne payant personne, ne doit attendre sa défense que des hommes de bonne volonté.

Nous nous sommes toujours glorifié d'appartenir à ce nombre.

En descendant aujourd'hui dans la lice, nous ne ferons donc que continuer l'œuvre depuis longtemps commencée, qui est celle d'exalter nos gloires, et de combattre nos détracteurs.

Mais, au moins, jusqu'à présent nous nous étions toujours trouvé parfaitement à notre aise, car notre tâche ne consistait qu'à repousser la malveillance venue de loin. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La voix, qui s'associe au cri de haine qui nous vient d'outre-mer, est partie du sein de notre île, et celui qui l'a élevée, est un de nos compatriotes.

Et maintenant admettons, pour un instant, que les Bonaparte nous aient fait tout le mal dont vous

vous plaignez, est-ce bien sérieusement que vous pouvez penser à en rendre la Corse responsable ?

Est-ce la Corse, qui n'a presque plus revu Napoléon, depuis son âge de dix ans, qui lui a donné des armées à commander ?

Non, ce n'était pas la Corse, mais c'était la France.

Est-ce la Corse, qui, éblouie et reconnaissante de sa gloire, lui a posé la couronne impériale sur sa tête ?

Non, ce ne fut point la Corse, mais ce fut la France.

Est-ce un Sénat de Corses, un Conseil d'Etat Corse, un Corps législatif composé de Corses qui se traînaient à ses pieds, pendant les années de sa toute-puissance ?

Non, ce n'étaient pas des Corses, mais c'étaient des Français.

Est-ce la Corse qui a imposé Napoléon III à la France ?

Etait-ce une Assemblée Constituante Corse qui lui permettait de quitter le lieu de son exil, pour rentrer en France ?

Non, c'était une Assemblée Française.

Sont-ce nos 40,000 électeurs qui lui ont donné 7 millions de suffrages pour la Présidence ?

Sont-ce des Corses, qui ont fait le coup d'Etat ?

Sont-ce des Corses, qui ont tué la République ?

Sont-ce des soldats Corses, qui ont répandu le sang français, le 2 décembre ?

Non, tout cela a été accompli par des Français.

Mais ce coup d'Etat a été entrepris à notre détriment comme au vôtre.

Si vous avez perdu votre liberté, nous avons perdu également la nôtre.

Si vous avez souffert de la tyrannie, nous en avons souffert plus que vous.

Mais, est-ce que réellement vous ignorez tout cela ?

Plus de cette Corse ; plus de ces brigands Corses ! dites-vous !

Halte-là ! Avant de mettre à exécution ce projet attendez, au moins, jusqu'à vous soyez les maîtres de la France. Mais la France, sachez-le bien, ne se donnera jamais à des hommes de votre espèce.

Votre proposition insensée, à tous les points de vue, ne démontre pas seulement votre haine contre la Corse, mais elle nous fait connaître également, qu'au besoin, vous seriez de très mauvais Français. Car la Corse est, non seulement nécessaire, mais elle est indispensable aux combinaisons stratégiques de la France, surtout après l'unification de l'Italie.

Mais, si par impossible, il arrivait en France un moment de vertige et de suprême folie, qui lui fit crier : — « Plus de Corse ! » nous saurions, n'en doutez pas, nous écrier, à notre tour : — « Plus de France ! »

Jusque-là, laissez-nous nous rappeler avec reconnaissance et avec bonheur, que si la France esclave, avait tout ravi à la Corse, la France émancipée lui a tout restitué. Noyée dans le sang par la tyrannie, elle a été réhabilitée par la liberté. Assassinée comme Nation, elle est ressuscitée partie intégrante de la France.

Depuis lors, c'est la goutte tombée dans l'Océan. On n'a plus rien ni à lui reprocher ni à la glorifier comme peuple. Sa vie a été la vie de la France. Elle a participé à tous ses triomphes, comme elle a subi toutes ses déceptions.

Et, n'en déplaise à certains agitateurs de la pire espèce, il en sera ainsi pour bien longtemps encore.

IV

Arrivé à ce point de notre démonstration, notre cœur se serre douloureusement et nous sommes saisi d'une profonde affliction.

Alors que nous entendions répéter, autour de nous, qu'un Corse avait impudemment insulté notre pays, par des propos inqualifiables, nous ne voulions y prêter aucune foi, tant le fait nous paraissait énorme, sinon impossible.

Eh quoi ! les Corses qui ont toujours été si susceptibles quand il s'est agi de l'honneur de leur pays, seraient-ils assez dégénérés, aujourd'hui, pour être descendus jusqu'à faire chorus avec nos calomniateurs les plus éhontés ?

Cependant il a fallu se rendre à l'évidence, il a fallu acquérir la certitude que le fait était parfaitement vrai et que désormais toute illusion était impossible.

En effet, dans une brochure intitulée : *L'homicide d'Auteuil*, nous lisons ce qui suit :

« En même temps que je recevais de Bastia l'article signé : PIERRE-NAPOLÉON BONAPARTE, dans le dernier numéro de *l'Avenir de la Corse*, je recevais aussi de l'un de mes *collaborateurs de la Revanche* une lettre qui me disait entre autres choses :

« Vous connaissez la Corse, mon cher ami, vous savez que tous
» ici nous avons des ennemis capables de se porter aux derniers
» excès. A partir d'aujourd'hui, tenez pour certain que nos jours sont
» sérieusement menacés.

» Nos paysans n'ont *aucune notion du juste et de l'injuste* : un
» assassin qui viendrait à nous frapper *se croirait à l'avance certain*
» *de l'impunité*.

» C'est dans ces circonstances que je cru devoir demander à M.
» Pierre-Napoléon Bonaparte une réparation par les armes. »

Qu'est-ce qui a déposé ainsi ? C'est M. Paschal Grousset. Qu'est-ce qui lui a écrit les lignes qui précèdent ? C'est... un rédacteur de *la Revanche*.

A la lecture de ces paroles notre étonnement n'a pu être égalé que par notre indignation. Et quoi ! c'est un Corse qui a pu écrire que les Corses ne sont que des assassins et qu'ils n'ont *aucune notion du juste et de l'injuste* ? O Corses, ô nos concitoyens, oui, c'est un Corse qui a dit cela. C'est incroyable, mais c'est vrai. Ainsi vous ignorez qu'en vous introduisant dans le champ d'autrui, pour voler ses fruits,

pour vous emparer de ses récoltes, qu'en violant son domicile, qu'en tuant les femmes et les enfants, qu'en commettant tout ce que la société réprouve, vous le faites avec l'instinct de la brute qui satisfait ses besoins sans avoir la conscience de ses propres actions. Comme elle n'a aucune notion du Code Civil et du Code Pénal, elle peut tout accomplir, sauf à son maître à payer les dommages. C'est ainsi que l'entend le correspondant de M. Grousset, le rédacteur de *la Revanche*.

Quels sont donc l'âme et le cœur de certains hommes, pour qui le pays natal n'est pas une sainte chose ? Eh quoi ! rien les souvenirs de l'enfance ! rien l'air que l'on respire en naissant ! rien le berceau de leurs aïeux ! rien leur tombe ! rien leur poussière ! rien nos grandes traditions ! rien ce brillant héritage d'héroïsme et de gloire que nous ont légué, au prix de tant de luttes gigantesques, nos immortels devanciers !

La Corse pour le rédacteur de *la Revanche* n'est qu'un forêt de Bondy, un repaire de brigands, en qui le sens moral est complètement perverti, une agglomération d'idiots altérés de sang, un antre de bêtes féroces, qui ne voient dans l'homme que leur pâture journalière et indispensable.

Mais à quels sentiments devons-nous attribuer cette insulte jetée à la face de notre pays ? Quelle est la source de cette immense aberration ? Est-ce la sincérité qui a parlé ? Est-ce l'ignorance, ou plutôt ne serait-ce pas la voix d'une ambition malentendue qui cherche à se faire jour par les moyens les plus

extravagants et les moins avouables ? Nous posons ce problème sans nous charger de le résoudre. Nous aimons seulement à constater que parmi toutes les calamités dont notre pays a été profondément affligé, jamais il n'a eu à enregistrer un fait de pareille nature. Jamais, à aucune époque de son histoire, la Corse ne s'est vue diffamée par la voix d'aucun de ses enfants. Quel est-il donc le mauvais génie, qui, en planant sur nos têtes, a pu dénaturer ainsi nos sentiments, notre esprit, nos habitudes, notre culte pour ce pays, que son abandon et son délaissement, par les puissants de la terre, a toujours rendu si cher à tous ses enfants ?

V

Parmi les détracteurs dont la Corse a dû subir, à toutes les époques, les insultes les plus grossières, jamais aucun n'avait osé mettre en doute l'intelligence de ses enfants. Il appartenait au rédacteur de *la Revanche*, correspondant de M. Grousset, d'en faire un peuple n'ayant *aucune notion du juste et de l'injuste*, c'est à-dire : un peuple de crétins. Heureuse découverte, en vérité, qui mérite de placer son auteur à côté des grands bienfaiteurs de l'humanité !

Nous avons tous des ennemis personnels, dit-il,

capables de se porter aux derniers excès. *Tenez pour certain que nos jours sont sérieusement menacés.*

Si vous avez, réellement, des ennemis de cette nature, et nous n'en croyons rien, cela ne prouverait pas beaucoup en votre faveur ; car, à toute inimitié il faut un motif, à toute haine il faut une raison.

Mais à vous entendre, on dirait que notre ville est inondée par une tourbe de ces *paysans*, aux figures sombres et sinistres, qui se glissent dans les ténèbres, le poignard ou le revolver à la main, dans la pensée coupable d'attenter à vos jours ? Mais où sont ces assassins ? Qui les a vus ? Qui en a jamais soupçonné l'existence ? Personne assurément. Et si vous êtes réellement saisi d'une panique, que rien ne saurait justifier, est-ce l'honneur du pays qui doit en subir les conséquences ? Mais non, vous ne croyez pas, vous ne pouvez pas croire à l'existence de ces prétendus assassins, car vous savez parfaitement que l'assassinat politique n'est pas dans les habitudes de notre île, dans sa nature, dans ses mœurs, dans ses calculs. Est-ce que par hasard en calomniant votre pays, vous avez cru atteindre à la couronne des martyrs ? Mais cette couronne, si toutefois elle peut être enviée, on ne l'a jamais obtenue que par une grande abnégation, par de grands sacrifices personnels, par de grandes souffrances et souvent par la mort. Le martyre à bon marché n'a jamais été que le comble du ridicule ; et c'est commettre un acte essentiellement puéril que de se poser volontairement en victime, alors surtout, que le sacrificateur n'est pas là.

VI

On nous a assuré que cette lettre écrite, à M. Grousset avait un caractère tout à fait confidentiel et qu'elle n'était pas destinée à l'impression. Nous le croyons sans peine, mais alors votre culpabilité n'en est que plus flagrante et plus grande, car votre lettre nous autorise à dire : que vous flattez notre population en public et que vous la calomniez dans vos épanchements intimes.

Est-ce que par hasard vous mettriez cette manière d'agir dans le nombre des grandes vertus républicaines ? Mais les vertus républicaines n'ont jamais été dans les mots, mais toujours dans les actes. La principale consiste à aimer son pays et à le faire respecter. Junius Brutus condamne à mort ses enfants pour le triomphe de la cause républicaine ; Caton ouvre ses entrailles pour ne pas assister à l'asservissement de sa patrie ; le second Brutus et Cassius, après avoir fait tout ce qui était humainement possible de faire pour sauver la grande république des étreintes d'un dictateur sacrilège, se détruisent à leur tour ; Timoléon plonge son poignard dans le sein de son frère, alors que celui-ci veut détruire la liberté de Corinthe.

Pour être vraiment républicain il ne suffit pas seulement de dire qu'on l'est, mais il faut aussi que tous les actes de la vie le prouvent. Mettez la main

sur votre conscience, et si vous l'osez, répondez que cela est.

Quoiqu'il en soit, d'après les assertions de M. Grousset, votre lettre imprudente et inqualifiable aurait été, à votre grand regret sans doute, l'une des causes principales du meurtre d'Auteuil. En effet, nous lisons dans sa déposition ces mots significatifs que nous aimons à répéter :

« A partir de ce jour nos jours sont sérieusement menacés. *Nos*
» *paysans n'ont aucune notion du juste et de l'injuste : un assassin*
» *qui viendrait à nous frapper se croirait à l'avance certain de*
» *l'impunité.* »

O sainte justice, tu es donc définitivement bannie de notre sol ! S'il en est ainsi il faut sans perte de temps abolir dans notre île, cette admirable institution du jury, qui fait la gloire et l'orgueil des nations libres, car un peuple d'idiots ne saurait offrir aucune garantie à la société. Mais poursuivons. M. Grousset ajoute dans sa déposition :

« C'est dans ces circonstances que je cru devoir demander à M. Pierre-Napoléon Bonaparte une réparation par les armes. Je pensais mettre un terme rapide et définitif à ses menaces de mort et adopter la solution le plus simple pour tout le monde. »

Est-ce clair ?

Avons-nous besoin de tirer les conséquences de cette déclaration ? En faisant retentir, jusqu'à Paris, le cri de votre terreur réelle ou feinte, vous avez provoqué une affreuse collision et ouvert une tombe. Mais au surplus cela ne nous regarde guère et nous n'avons rien à vous reprocher, si votre conscience est muette, après cette épouvantable catastrophe. Nous avons à défendre notre pays, que vous avez ignominieusement outragé, et nous n'avons pas à nous occuper du reste.

Pendant si votre voix n'était qu'une voix isolée, si elle s'était élevée dans d'autres circonstances, si elle n'avait parlé qu'en votre nom, et non pas en celui de toute la rédaction d'un journal, nous l'aurions, peut-être, laissée passer sous silence. Mais comme nous croyons savoir de source certaine que votre lettre écrite à M. Grousset, et dont il a parlé dans sa déposition, était parfaitement connue dans les bureaux de *la Revanche*, avant qu'elle lui fût envoyée ; et puisque les rédacteurs de ce journal n'en ont pas arrêté l'envoi, c'est qu'ils s'en sont rendus solidaires et qu'ils en ont accepté la responsabilité ; c'est qu'elle répondait parfaitement aux sentiments dont ils étaient tous dominés ; c'est que tous avaient intérêt à ce que l'on crût à Paris que leurs jours étaient sérieusement menacés par les paysans Corses.

Mais comment la rédaction de *la Revanche* n'a-t-elle pas compris combien une révélation de cette nature était accablante pour l'autorité morale de ce journal ? En effet, comment concilier la révolte des paysans Corses contre les rédacteurs de *la Revanche*,

avec cette affirmation solennelle faite dans le second numéro de cette feuille ?

« Les résultats, y écrivait-on, ont devancé nos prévisions et
» dépassé nos espérances. De toute part les adhésions nous arrivent *et*
» *quelles adhésions !* c'est un feu de file ; c'est un courant électrique ;
» c'est l'explosion du plus vif, du plus profond sentiment
» d'indignation trop longtemps comprimé ; c'est à la fois un cri
» d'espoir pour l'avenir et de malédiction pour le présent.

« La jeunesse, surtout la jeunesse, ardente, convaincue, décidée,
» nous tend les bras en s'écriant : Nous voulons la liberté ! les Corses
» ne sont pas nés pour porter des chaînes ! la république est notre
» bien inaliénable et imprescriptible, elle est le patrimoine que nous
» ont transmis nos pères et que nous voulons, à notre tour,
» transmettre à nos enfants : si l'usurpateur ne veut pas nous la
» rendre, *per Dio santo !* nous la reprendrons. »

Mais est-il bien vrai que les Corses vous aient envoyé ce cri d'enthousiasme, aussitôt que *la Revanche* a été fondée, ou plutôt n'est-ce pas dans votre imagination que ce cri s'est fait entendre ? Eh quoi ! un peuple qui n'a *aucune notion du juste et de l'injuste* peut parler ainsi ? Mais si cela est vrai, d'où vient donc aujourd'hui, que les rôles sont si considérablement changés ? Comment ! toute la Corse était avec vous à l'apparition de votre journal, et maintenant vous en êtes réduits à ne voir dans ces mêmes pay-

sans, que des hommes prêts à commettre sur vos personnes les plus abominables attentats ? Si vous étiez alors dans le vrai, vous n'y êtes pas aujourd'hui ; si vous y êtes aujourd'hui, vous n'y étiez pas alors. C'est là la conséquence forcée de vos affirmations contradictoires.

VII

Si vous voulez bien nous permettre de vous exprimer nettement et franchement notre pensée, nous n'hésiterons pas à vous dire : que vous n'étiez pas plus dans le vrai à cette époque, que vous n'êtes dans le vrai maintenant. Votre langage d'alors n'était que l'expression exagérée d'une brillante illusion ; celui de la lettre à M. Grousset, porte l'empreinte de la même exagération, mais il est dicté par tout autre sentiment.

Voilà la vérité.

Oui, la Corse, qui a plus que la *notion du juste et de l'injuste*, veut, sans doute, la liberté.

Elle la veut, parce qu'elle sent parfaitement, que c'est là la dignité, la grandeur et la prospérité de l'humanité.

Elle la veut, parce qu'elle n'entend pas renier, ni son histoire, ni ses traditions, ni sa gloire.

Elle la veut, parce qu'elle a eu trop à souffrir de toutes les tyrannies.

Elle la veut, parce que c'est là son droit et son besoin.

Elle la veut, parce qu'elle se sent digne de la posséder.

Elle la veut, parce que seule elle peut lui offrir une compensation aux dégradantes vicissitudes auxquelles elle à été exposée à toutes les époques.

Elle la veut, enfin, parce qu'elle n'a que trop senti peser sur sa tête le lourd et ignominieux fardeau du patronage, plaie rongeante de tous les régimes.

Mais est-ce à dire pour cela, qu'elle veut rompre avec son passé, qu'elle veut souffleter toutes ses illustrations, qu'elle veut s'engager aveuglément dans le chemin tortueux et impraticable tracé par certains hommes dont les doctrines dissolvantes réjouissent le cœur des suppôts de la tyrannie, dont les actes insensés désespèrent tous ceux qui combattent sérieusement sans trêve ni repos pour le triomphe de cette liberté, noble, sainte, réelle et praticable qui a fait la prospérité et la grandeur des peuples qui ont eu le bonheur de la posséder.

Mais tenez pour certain que le délire n'a jamais été la raison, et que les énergumènes et les saltimbanques politiques, s'ils ont pu contribuer quelque fois à démolir, ils ont toujours été impuissants à réédifier. Ces hommes là compromettent la cause de la liberté, et ils ne la servent pas.

Ils ne s'appellent pas le progrès, mais la réaction ;

Ils ne s'appellent pas l'émancipation, mais la servitude ;

Ils ne s'appellent pas la lumière, mais l'ombre ;

Ils ne s'appellent pas la gloire, mais l'avilissement ;

Ils ne s'appellent pas la confiance, mais l'épouvante ;

Ils ne s'appellent pas l'édifice, mais la ruine ;

Ils ne s'appellent pas la force qui féconde, mais la tempête qui stérilise ;

Ils ne s'appellent pas enfin le sommet, mais ils s'appellent l'abîme.

Eh bien ! avons-nous besoin de rappeler que *la Revanche* a eu la prétention de mettre la Corse à la remorque de ces hommes ? Projet téméraire ! Projet insensé ! qui dès son début frappait d'une impuissance complète l'action de ce journal dans notre pays.

La Corse, qu'on ne l'oublie pas, est un pays sérieux, ennemi de toutes les extravagances, sensé, calculateur, intelligent, positif. Avant de s'engager, il veut savoir, à quoi il s'engage. Dans les anciens temps les Corses n'avaient qu'un seul but : leur indépendance et leur liberté. Pour l'atteindre ils s'élançaient dans les aventures et dans la mêlée, tête baissée, le fer à la main, comptant pour rien les sacrifices, les dangers, la ruine : — la liberté ou la mort, était leur devise.

Mais depuis que la France les a dépouillés de toutes leurs prérogatives nationales, depuis que notre pays est devenu le pays des faits accomplis et que son action ne peut plus servir ni à renverser ni à consolider les empires, il peut avoir des tendances, des

aspirations politiques, mais il n'a plus à poursuivre aucun but révolutionnaire qui serait particulier à sa propre initiative. Elle n'a plus qu'à faire des vœux, attendre, espérer et chercher à améliorer ses conditions.

La Revanche d'ailleurs en arborant, en Corse, le drapeau de la République avait deux chemins devant elle : elle pouvait choisir. D'un côté, il y avait celui parcouru depuis longtemps par les Jules Favre, les Jules Simon, les Garnier Pagès, les Picard, les Pelletan, les Grévy, etc. etc.

De l'autre, celui tracé par les Rochefort, les Flourens, les Gaillard, les Millière et certains autres hommes des réunions publiques, d'autant plus violents dans leurs discours, que n'étant revêtus d'aucun caractère public, ils n'avaient à répondre à la société, d'aucun de leurs écarts.

La Revanche a mieux aimé suivre ce chemin que l'autre, bien que les hommes de ce parti aient accusé Jules Favre et ceux de sa nuance, comme réactionnaires et faux patriotes ; Gambetta et Bancel traîtres et vendus.

En dehors de cela il n'y a plus de place pour aucun système politique rationnel. Il n'y a plus que l'empirisme, l'inconnu, l'impossible, le chaos. Que veulent donc ces hommes ? Où prétendent-ils aller ? Est-ce à la liberté ? Non. La liberté n'est pas là. Est-ce à la dissolution sociale ? — Mais espèrent-ils qu'une agglomération d'hommes civilisés, une société qui comprend parfaitement ses intérêts matériels et moraux, une nation blasée sur tant d'événements politiques

contradictaires, en qui toute croyance solide est éteinte, pourra jamais s'y prêter ? Encore une fois, non.

Les rédacteurs de *la Revanche*, en se plaçant sur ce terrain, ont fait fausse route. Ce n'était pas ainsi, à notre sens, qu'il fallait procéder pour accroître, développer et diriger le parti démocratique en Corse.

Il fallait démontrer, aussi clairement que possible, la différence qui existe entre le gouvernement du pays par le pays et le gouvernement d'un seul ; entre le pouvoir héréditaire et le pouvoir électif ; il fallait faire connaître quels sont les droits usurpés et les moyens pour les revendiquer ; indiquer les devoirs à remplir et les écueils à éviter ; il fallait, surtout, ne pas froisser le sentiment public de notre pays ; il fallait ne parler qu'avec réserve et prudence sur ce qui a trait au culte du passé.

Toute religion, quand même il serait reconnu par les penseurs qu'elle est erronée, ne pourra jamais être détruite qu'avec de très-grandes difficultés lorsqu'elle est profondément enracinée dans l'esprit des populations. C'est ce qu'il fallait comprendre avant de se heurter aussi brusquement qu'ils l'ont fait contre les croyances de notre pays. Il fallait enfin établir qu'on voulait le bien de la Corse, en évitant soigneusement de faire comprendre qu'on n'avait pas fondé un journal dans le but de plaire à quelques personnalités, qui pouvaient devenir, dans un moment plus ou moins rapproché, importantes dans la direction des affaires de la France.

Ils ont imprimé en tête de leur journal la consolante devise : *Liberté, Egalité, Fraternité* ; mais ont-ils expliqué ce que cela veut dire ?

Ont-ils essayé de fixer le point où finit la tyrannie et où commence la liberté, où finit la liberté et où commence la licence ?

Ont-ils expliqué ce qu'ils entendent par égalité, et en quoi elle diffère de celle qui est écrite dans nos codes ?

Ont-ils enseigné comment il faut pratiquer la fraternité dans un pays où tout est discorde et division ?

En ont-ils d'ailleurs donné l'exemple dans leur feuille, ou n'ont ils pas plutôt cherché à soulever toutes les haines ? Leur fraternité serait-elle, par hasard, celle d'Abel et de Caïn ? Oh ! grand merci ! grands philanthropes, grand merci de celle-là !

Ont-ils seulement abordé aucune de ces grandes questions sociales qui préoccupent avec tant de raison les grands publicistes de notre époque ?

Ont-ils posé un seul problème économique ? En ont-ils résolu aucun ?

Ils n'ont rien fait de tout cela, ils ont dit de gros mots, mais leurs lecteurs ont vainement cherché quelque démonstration qui put les rallier à leurs théories.

En quoi consiste-t-il donc leur républicanisme ?

Est-ce dans la continuation de la tradition révolutionnaire ?

Mais s'ils n'ont pas oublié qu'ils écrivent en Corse, et pour des Corses, de quelle tradition révolutionnaire parlent-ils ?

Est-ce de celle d'avant 1769 ?

Est-ce de celle de 1792 ?

Nous sommes certain que pour la première ils répondront : non !

Si c'est de la seconde, nous leur dirions à quoi vous servirait-elle ? Est-ce qu'en soulevant les phalanges républicaines de la Corse, ils croient pouvoir changer l'ordre établi en France ? Ils ne peuvent pas avoir cette prétention.

Eh bien ! alors que signifie cette tradition révolutionnaire dont ils parlent ? Que signifie cette propagande à la Rochefort qu'ils ont entreprise et qu'ils se proposent de continuer ?

En procédant ainsi qu'ils l'ont fait, ils ont condamné leur œuvre à la stérilité la plus complète et compromis l'avenir de la démocratie en Corse, si toutefois cet avenir, expression de la grande vérité politique, pouvait être compromis. Mais pourtant le moment était on ne peut plus favorable.

Depuis quelque temps tout n'est que confusion dans notre île. Les fautes du gouvernement, à l'égard de la Corse, sont palpables. L'abandon dans lequel il a laissé notre pays, est flagrant. Son indifférence pour ses doléances les plus légitimes, a été un sujet de stupeur pour tous les esprits droits et les vrais patriotes. Son manque de sollicitude pour nos intérêts les plus chers, a été un désenchantement universel. Sa protection obstinée accordée à des nullités parlementaires a profondément froissé notre orgueil.

En subordonnant l'intérêt général à l'intérêt particulier d'un fonctionnaire, malgré tous les avertisse-

ments franchement et loyalement donnés, ne pouvait produire qu'un sentiment de mécontentement général.

Le récompenser de ce qu'il avait traité la Corse comme un pays conquis et ses habitants comme un peuple de parias, a comblé la mesure. Car c'était méconnaître dans l'éblouissement du présent, l'obscurité du passé ; au jour de toutes les grandeurs, les temps des plus sombres misères. Ni les passions les plus détestables déchaînées sur notre pays, ni les denis de justice, qui avaient pour résultat la recrudescence des crimes, ni un système d'administration honteux et criminel, appliqué avec préméditation et de propos délibéré sur notre population, n'ont pu secouer son inertie et nous donner satisfaction.

En présence de ce spectacle inouï, il ne pouvait y avoir de dévouement, aussi profond qu'il fût, qui pût résister ; pas d'affection sincère qui ne fût ébranlée. Et s'il nous était permis de nous servir d'une image poétique, nous dirions : que le génie de la Corse s'était voilé le visage pour ne pas contempler autant d'ignominie et autant de dédain s'appesantir inexorablement sur notre malheureux pays. Et tout cela c'était l'œuvre d'un seul homme, qui se targuant de la protection d'un puissant personnage, courbait impudemment la tête de la Corse sous le joug de l'arbitraire, en se faisant un coupable plaisir de torturer la patrie de Sampiero et de Paoli.

VIII

Mais convenait-il à quelques-uns des rédacteurs de *la Revanche* de s'engager sur ce terrain ? Leur convenait-il de remuer les cendres d'un passé si récent encore, et qui leur avait été si profitable ? Leur était-il possible d'incriminer la conduite d'un fonctionnaire qui naguère encore les laissait parler en maîtres dans ses antichambres, d'où ils sortaient les poches pleines de toutes sortes de faveurs pour leurs adhérents ? Pouvaient-ils pousser l'ingratitude jusqu'à ce point. — Non, ils ne le pouvaient pas.

Flottant entre M. Grousset, qui leur promettait l'Eden brillant d'un prochain avenir et M. Géry qui leur paraissait représenter un passé condamné sans appel, ils devaient naturellement pencher vers le premier, tout en couvrant d'un voile prudent les fautes de leur ancien bienfaiteur. D'ailleurs, après avoir mangé l'huître, qu'importe l'écaille ?

C'est en présence de cette comédie que *la Revanche* a été prise en suspicion par les vrais démocrates. D'ailleurs, ce journal ne sortait-il pas des entrailles mêmes de la coterie triomphante dans les dernières élections ? N'était il pas le résultat d'un amalgame d'orléanisme, de républicanisme et d'empirisme politique ?

C'est, peut-être, en raison de cette cause que son

rédacteur en chef a cru devoir, pour convaincre le public de la sincérité de cette feuille, s'élancer de plein pied dans le champ d'une polémique exagérée, bien peu compatible avec l'état actuel de notre pays, et la disposition d'esprit de nos compatriotes.

Mais là n'est pas, sans doute, la principale raison qui a poussé les rédacteurs de la *Revanche* à prendre une pareille attitude.

Deux motifs puissants se présentent à notre esprit pour nous donner l'explication de ce qui paraît inexplicable au premier abord.

Le premier de ces motifs, c'est l'origine même du journal dont l'ensemble de la rédaction était composée d'éléments hétérogènes ; le second motif qui a fait entreprendre à la feuille bastiaise une si étrange campagne ce sont les discours violents et déclamatoires prononcés dans les réunions publiques et privées de Paris ; c'est tout ce qu'une certaine presse périodique insérait dans ses colonnes ; c'est la maladie de l'Empereur que l'on supposait mortelle. Tout cela avait persuadé quelques esprits que la chute de l'Empire était imminente ; qu'une révolution dans la rue pouvait éclater d'un moment à l'autre et étonner le monde par un triomphe complet.

M. Paschal Grousset était un de ces hommes. Déjà, pour ne pas être pris au dépourvu, il avait publié des brochures politiques qui étaient de nature à le poser avantageusement dans le monde de l'exagération et de l'impossible. Nous avons lu son *26 Octobre*, son *Rêve d'un irréconciliable* et son *Coup d'Etat de brumaire*.

Ces différentes publications, si elles ne révèlent pas un talent de haute distinction, se font remarquer par la violence extrême des idées, par une haine profonde et invétérée pour tout ce qui porte le nom de Bonaparte. Son *Coup d'Etat de brumaire*, surtout, libelle diffamatoire contre la mémoire de Napoléon I^{er}, le seul ouvrage de quelque consistance de cet auteur, qui soit parvenu à notre connaissance, est écrit sans aucun sentiment de justice et d'impartialité. Son but unique paraît avoir été non-seulement celui de dénigrer Napoléon, mais de donner un brevet d'imbécillité à tout le genre humain.

M. Grousset ne se borne pas à attaquer Napoléon dans sa partie vulnérable, et Dieu sait si elle n'est pas plus grande que celle du talon d'Achille ; mais il s'attaque également à son génie militaire sans songer que pour entreprendre une pareille tâche, il faut être entièrement aveuglé par un fanatisme qui ne peut trouver aucune justification dans l'esprit des êtres doués de raison.

Dans ce livre, la probité historique y est impudemment violée ; les faits les plus patents, les moins contestés et les mieux connus, y sont transfigurés de la manière la plus scandaleuse. Les historiens les mieux accrédités ne sont, d'après M. Grousset, que des romanciers ou des écrivains enfantés par la complaisance et la flatterie. La grande épopée napoléonienne ne serait, d'après lui, qu'une sottise légende inventée par le servilisme le plus effronté. Bref, M. Grousset écrit comme s'il habitait un pays où l'on n'attendait que son livre pour avoir une idée quelconque des

événements mémorables de la grande Révolution française.

Tout cela est plus que puéril : c'est du dernier ridicule. Ce livre est dédié à M. l'avocat Farinole.

M. Grousset, qui voyait venir la catastrophe impériale et la proclamation de la république, à pas de géants, poussait ardemment à la fondation d'un journal démocratique en Corse.

M. Grousset, ancien rédacteur du *Courrier du Dimanche*, journal orléaniste ; de *l'Époque*, feuille subventionnée par le ministère ; de *l'Étendard*, patronné par M. Hausmann ; du *Figaro*, journal reflétant toutes les couleurs, attaché alors à la rédaction du *Rappel* où se trouvait Rochefort, et plus tard à celle de *la Marseillaise*, journal fondé par ce dernier, ne pouvait vouloir dans la feuille bastiaise qu'il contribuait à fonder que ces mêmes idées politiques préconisées par les deux journaux-pamphlets : *la Marseillaise* et le *Rappel*.

M. l'avocat Farinole qui naguère encore travaillait avec tant d'ardeur pour le triomphe de la candidature [sic] à la députation de M. Gavini, son parent, M. Farinole, le Benjamin de l'administration Corse, devenait tout à coup à Bastia l'*alter ego* de M. Grousset, et affichait les principes républicains les plus exagérés. C'est que M. Grousset, lui faisait toucher du doigt la république ; et comme dans son *Rêve d'un irréconciliable* il l'avait placé entre Bancel et Ledru-Rolin, M. Farinole s'est aisément persuadé que le rêve, après tout, pourrait bien devenir une éclatante vérité. Mais, hélas ! les rêves sont toujours des rêves qui malheureuse-

ment n'ont jamais été proches parents des choses du monde réel. C'est là l'une des raisons principales des idées politiques dont le journal la *Revanche* s'est fait le propagateur dans notre île. Une autre raison qui vient compléter cette démonstration, c'est qu'on croit communément en France qu'en Corse tout le monde est inféodé au bonapartisme, tant cette idée paraît naturelle, et qu'il ne peut y avoir de place pour le principe républicain. C'est là une erreur que nous croyons avoir dissipée, dans une autre circonstance, en parlant *des partis politiques en Corse*.

Non-seulement on peut constater l'existence du parti républicain, mais tous les autres partis qui divisent la population française, ont toujours compté des adhérents parfaitement reconnus comme tels, à toutes les époques de notre histoire depuis la conquête de l'île par la France.

IX

Les rédacteurs de la *Revanche* se sont posés comme les représentants de la démocratie Corse, mais ils ne la représentent pas plus que Rochefort et ses acolytes ne représentent le grand parti de la démocratie française. C'est du moins notre avis.

Quoi qu'il en soit, ils ont cru devoir, afin sans doute, qu'on n'eut plus à douter de la sincérité de leur

républicanisme outré, rompre en visière avec les Bonaparte de la manière la plus violente et la plus énergique, et faire comprendre que non-seulement c'était la question politique qui les divisait, mais qu'il y avait aussi, chez quelques-uns d'entr'eux, des haines anciennes qui étaient particulières à leur position de famille. Nous voulons parler de l'inimitié qui aurait existé entre les Bonaparte et les Arena, que la rédaction de *la Revanche* se plait, nous ne savons pas pourquoi, à vouloir faire revivre aujourd'hui. Nous comprendrions aisément un orgueil qui trouverait sa raison d'être dans une pareille situation, si celle-ci pouvait être justifiée par quelque apparence de raison ; mais comme entre les Bonaparte et les Arena, il y a la distance qui sépare les deux bouts de l'immensité, cette prétention ne pouvait éveiller dans l'esprit de tout être pensant qu'un sentiment que nous nous abstenons de qualifier. C'est à quoi n'ont pas réfléchi les rédacteurs de *la Revanche*.

Nous pouvons même comprendre difficilement que les collaborateurs de cette feuille, qui ne se trouvaient pas dans les conditions de MM. Tommasi et Limperani, petits parents par alliance des Arena, aient pu accepter un rôle de cette nature, et se rendre solidaires d'une pareille déclaration qui a paru, avec raison, outrecuidante et souverainement insensée à tout le monde.

Vouloir diviser les Corses entre *Bonapartistes* et *Arenistes*, comme entre Montecchi et Capulets, blancs et noirs, Guelfes et Gibelins, cela ne s'était jamais vu, cela n'était jamais entré dans la tête de per-

sonne. Mais le but était atteint : tout ce que *la Revanche* perdait dans notre pays ; ils croyaient le gagner à Paris. Et comme la violence attire la violence, la haine engendre la haine, celle de *la Revanche* a produit des effets qui ne sont devenus que trop tristement célèbres.

D'ailleurs, l'attitude politique que la feuille bastiaise a cru devoir prendre, ainsi que nous l'avons parfaitement expliqué, lui était imposée par les conditions mêmes dans lesquelles le journal a été fondé. On sait que cette feuille, si elle a eu des inspireurs occultes, il n'en est pas moins vrai que M. Grousset a eu sa large part dans sa fondation. On sait également que ce publiciste n'est que la doublure de l'habit endossé par Rochefort ; que tenant un pied dans les bureaux de *la Marseillaise* et l'autre pied dans les bureaux de *la Revanche*, dont il est le représentant avoué à Paris, il devait naturellement donner le diapason au journal.

Nous aimons attribuer à cette déplorable condition, non-seulement le mutisme que *la Revanche* a conservé en présence de toutes les insultes grossières adressées à la Corse par quelques feuilles périodiques de la capitale, parmi lesquelles *la Marseillaise*, *le Rappel* et *le Réveil*, mais de s'y être même associée, ainsi que nous l'avons vu, dans la lettre écrite à M. Grousset par l'un de ses rédacteurs.

Nous sommes en droit de conclure d'après ces faits : que les rédacteurs de *la Revanche* en laissant insulter impunément la Corse ont manqué de tact, comme de patriotisme. En unissant leurs insultes à

celles qui nous viennent d'outre-mer, ils ont imprimé au front de notre pays une tâche indélébile.

A eux la responsabilité de cette profonde ignominie [sic], à nous le droit de la flétrir autant qu'elle le mérite.

A eux à suivre le chemin des Rochefort et des Grousset, qui est le chemin de l'insulte et de la calomnie.

A nous à suivre le chemin de la raison, qui est aussi celui de la liberté.

A eux la chimère ; à nous la réalité.

Et maintenant que nous croyons avoir payé notre dette à la Corse nous nous reposerons, en nous écriant avec le poète :

Per correr miglior acqua alza le vele
Omai la navicella del mio ingegno
Che lascia dietro a se mar sì crudele.

DANTE.

N. B. Lorsque nous avons rédigé ce travail, nous nous sommes abstenu de nommer l'auteur de la fameuse lettre écrite à M. Grousset, ce nom n'ayant pas été prononcé.

Après les débats de la haute-cour de Tours, tout scrupule doit cesser. Ce nom a été prononcé par M. Grousset lui-même ; c'est celui de M. Vincent Farinole.

Ainsi, c'est M. Farinole qui a affirmé devant le monde que les Corses sont des ASSASSINS et qu'ils n'ont AUCUNE NOTION DU JUSTE ET DE L'INJUSTE.